



CGT Finances Publiques

Aveyron

VIVA ZAPATA

Déclaration liminaire CSAL du 05/11/2024

Depuis trop longtemps les gouvernements successifs ont considéré la DGFIP comme un réservoir d'emplois à supprimer : près de 50 000 de 2002 à 2024 ! Aujourd'hui, avec moins de 94 000 agents, le gouvernement se rend bien compte que le DGFIP est à l'os, mais continue par dogmatisme à y supprimer des postes.

Alors qu'il était promis une année blanche en termes de suppressions d'emplois, déjà scandaleuse au regard des services exsangues (qui nécessiteraient des créations de postes) 550 suppressions d'emplois nous sont encore imposées (730 suppressions dans les départements et 180 créations dans les services centraux).

Moins nous sommes nombreux, plus l'impact des suppressions d'emplois est démultiplié sur les missions, les agents et leurs conditions de vie au travail. C'est la démonstration du peu de considération envers les agents et les missions de service public. Pour supprimer les ponts naturels nous sommes une administration régaliennne, mais lorsqu'il s'agit de pérenniser les emplois, nous sommes la variable d'ajustement.

À la résorption de la dette, chacun devrait prendre sa part ? Quelle blague ! La DGFIP a déjà payé un lourd tribut qui pèse chaque jour sur les agents et les missions de service public. Dans ce contexte budgétaire, dont les agents ne sont en rien responsables, la DGFIP n'est-elle pas au cœur du financement de l'État ? Les agents des Finances Publiques ne sont-ils pas entre autres les personnels en charge du recouvrement des recettes et de la lutte contre la fraude fiscale ?

Avec son raisonnement imperméable à toute notion de conditions de vie et de sens au travail, de qualité du service rendu, de rôle des missions fiscales, comptables, foncières, etc. (on le verra dans l'observatoire interne), le gouvernement, les ministres et la DG mènent la DGFIP à sa perte, alors que tout concourt à son renforcement !

Pour la CGT Finances Publiques, au contraire, il est urgent d'investir et de recruter à la DGFIP !

Sur le volet indemnitaire, alors que les services publics sont exsangues et que la fonction publique n'a jamais été aussi peu attractive, l'urgence gouvernementale n'est donc pas dans le manque de moyens des hôpitaux, de la justice, des administrations de contrôle et globalement du service rendu à la population et à la société.

Le gouvernement ressort les vieilles recettes :

Haro sur les fonctionnaires responsables de tous les maux !

Après avoir annoncé le gel du point d'indice, annoncé la suppression de la garantie individuelle au pouvoir d'achat (GIPA), le ministre de la fonction publique annonce des mesures sur les jours de carence et la rémunération pendant les congés maladie. Sous des prétextes fallacieux d'égalité entre Public et Privé (mais pas celle entre les femmes et les hommes) ou de responsabiliser les fonctionnaires, il s'agit surtout de prendre le moins disant du privé pour aligner vers le bas ! Aucun doute n'est permis, ce sont bien 5 milliards d'euros qu'ils annoncent économiser sur le dos des fonctionnaires !

À la DGFIP, il suffit de se pencher sur le rapport social unique (RSU) de 2023 pour analyser l'ampleur de l'impact négatif si ces mesures devaient être mises en œuvre. En 2023, 26 452 agents ont bénéficié de la GIPA soit 28,2 % des effectifs. Dans ces bénéficiaires, 58,7 % sont des femmes alors qu'elles représentent 57,4 % des effectifs de la DGFIP ! 74 % des bénéficiaires sont des agents de catégorie C ou B !

Ce sont donc encore une fois les catégories les moins rémunérées et les femmes qui vont voir leur pouvoir d'achat diminué.

Le saccage du service public, la négation du travail effectué, l'organisation de la dégradation des conditions d'exercice des missions ne seraient-ils pas une forme de « mexicanisation » de la DGFIP ?

L'ordre du jour ne va pas non plus à l'encontre de ce constat national, nos sujets locaux ne sont que le reflet des décisions nationales : de l'auto-satisfaction pour le bilan de campagne, du télétravail et des mesures de fusions/suppressions de missions qui n'ont pour but que de supprimer de l'emploi à court ou moyen terme. La CGT Finances Publiques Aveyron rappelle l'urgence d'une augmentation immédiate d'au moins 10% de la valeur du point d'indice, de la mise en place d'un mécanisme d'indexation de la valeur du point sur l'inflation, de la refonte des grilles indiciaires, et de réelles mesures pour parvenir à l'égalité salariale et professionnelle entre les femmes et les hommes.

Les services publics sont une richesse ne les sacrifions pas !